



## Ordonnance

*Projet*

### sur l'adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués

du ...

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu la loi fédérale du ... sur l'adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués<sup>1</sup>,

*arrête:*

I

Les actes mentionnés ci-après sont modifiés comme suit:

#### **1. Ordonnance du 13 juillet 1911 sur l'administration des offices de faillite (OAOF)<sup>2</sup>**

*Art. 15a, al. 2*

<sup>2</sup> L'autorité cantonale de surveillance veille à ce que les prescriptions de l'ordonnance du 24 avril 2002 concernant la tenue et la conservation des livres de comptes<sup>3</sup> soient respectées.

*Art. 31, al. 1*

<sup>1</sup> L'indication des *objets de stricte nécessité* que l'administration entend laisser au failli est portée à la fin de l'inventaire; cette énumération indiquera les numéros attribués à ces objets dans l'inventaire.

*Art. 34*

<sup>1</sup> Les revendications de tiers (art. 242 et 242a LP) sont portées à l'inventaire dans un chapitre spécial où sont indiqués le nom du revendiquant, le numéro attribué dans l'inventaire au bien revendiqué et éventuellement les pièces annexes déposées. Mention sera également faite de la revendication sur l'inventaire lui-même, dans la colonne des observations, à la suite du bien revendiqué.

1

2 RS 281.32

3 RS 221.431

<sup>2</sup> Ne concerne que l'allemand.

Art. 38

Abrogé

Art. 40, al. 2, let. d

<sup>2</sup> L'avis spécial doit être envoyé en cas de liquidation ordinaire:

- d. à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte compétente, si le failli détient l'autorité parentale, exerce la fonction de curateur ou agit en tant que mandataire pour cause d'incapacité et qu'il existe des indices concrets que l'ouverture de la faillite pourrait constituer une menace pour les intérêts de l'enfant ou de la personne concernée;

Art. 45

<sup>1</sup> L'administration de la faillite *statuera*, après expiration du délai de production prévu à l'art. 232, al. 2, ch. 2, LP, *sur la restitution des biens* revendiqués par un tiers (art. 242 ou 242a LP et art. 34 de la présente ordonnance). Elle rendra sa décision soit que le droit du tiers à la restitution ait été produit par lui-même, soit que ce droit ait été déclaré par le failli ou par une autre personne.

<sup>2</sup> Cette décision de l'administration sera prise même si le bien revendiqué a été vendu aux enchères, pourvu que le droit du tiers sur ce bien ait été déclaré à l'office avant la répartition du produit de la réalisation.

Art. 46                      b. Délai pour ouvrir action

L'avis par lequel le délai pour ouvrir action est fixé au tiers revendiquant (art. 242, al. 2, et 242a, al. 3, LP) doit contenir l'indication exacte du bien litigieux et rappeler expressément que la revendication sera périmée si l'action n'est pas intentée dans le délai indiqué.

Art. 47                      c. Réserve des droits des créanciers

<sup>1</sup> Si l'administration estime la revendication *fondée*, elle n'en donne pas avis au tiers revendiquant et ne lui restitue pas le bien avant de s'être assurée:

- a. que la seconde assemblée des créanciers n'a pas pris de décision contraire, et
- b. que des créanciers n'ont pas demandé individuellement cession des droits de la masse sur le bien litigieux selon l'art. 260 LP.

<sup>2</sup> Les frais de garde du bien sont à la charge de la masse; après cession des droits selon l'art. 260 LP, ils sont à la charge du créancier cessionnaire. L'administration de la faillite peut fixer à ce créancier, sous menace de restitution immédiate du bien au tiers revendiquant, un délai pour fournir un engagement inconditionnel ainsi qu'une garantie pour les frais de garde après cession.

*Art. 48, al. 2*

*Ne concerne que l'allemand*

*Art. 50, al. 2*

<sup>2</sup> Les frais occasionnés par le retard sont à la charge du tiers revendiquant, lequel peut être astreint à en faire l'avance.

*Art. 51* dd. Exceptions

Les art. 47 à 50 ne sont pas applicables:

- a. si les revendications apparaissent dès l'abord comme fondées;
- b. si la restitution immédiate du bien revendiqué est évidemment dans l'intérêt de la masse, ou
- c. si le tiers fournit une caution suffisante.

*Art. 53*

Lorsqu'un créancier réclame un droit de gage ou de rétention sur des biens au sujet desquels une revendication au sens de l'art. 242 ou 242a LP a également été formulée, il y a lieu de procéder comme suit:

- a. si la masse reconnaît le bien-fondé de la revendication, le litige entre le revendiquant au sens de l'art. 242 ou 242a LP et le créancier gagiste est liquidé en dehors de la faillite;
- b. si, au contraire, un procès a lieu sur le droit revendiqué en vertu de l'art. 242 ou 242a LP, l'administration statue sur le droit de gage, au moyen d'un état de collocation complémentaire, après le rejet définitif de la revendication.

*Art. 54, titre marginal et al. 2*

<sup>2</sup> Lorsque des biens revendiqués par un tiers ont été déclarés de stricte nécessité, la masse ne fait pas application de l'art. 242 ou 242a LP, mais se borne à renvoyer le revendiquant à faire valoir ses droits contre le failli *en dehors* de la procédure de faillite.

*Art. 54a*

<sup>1</sup> L'administration de la faillite statuera, après expiration du délai de production prévu à l'art. 232, al. 2, ch. 2, LP, sur l'accès aux données dont la masse a le pouvoir de disposer et sur leur restitution.

<sup>2</sup> Les art. 46 à 54 s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Les tiers qui veulent contester l'accès aux données et leur restitution peuvent intenter une action auprès du juge compétent. Ni l'accès, ni la restitution ne sont accordés tant que la décision du juge n'est pas définitive.

*Art. 78 et 89*

*Abrogés*

*Art. 96, phrase introductive et let. c*

Outre les art. 32, 49, 70 et 93, les règles suivantes sont applicables à la liquidation sommaire:

- c. pour la répartition:
  1. elle a lieu conformément aux art. 262 et 264, al. 3, LP, ainsi qu'aux art. 83 et 85 de la présente ordonnance, sur la base d'un tableau de distribution;
  2. l'office délivre des actes de défaut de biens selon l'art. 265 LP;
  3. la restitution est régie par analogie par l'art. 150 LP.

## **2. Ordonnance du 6 novembre 2019 sur les services financiers<sup>4</sup>**

*Remplacement d'une expression*

*Dans tout l'acte, l'expression «plate-forme de négociation» est remplacée par «plate-forme de négociation ou système de négociation fondé sur la TRD», en procédant aux ajustements grammaticaux nécessaires.*

## **3. Ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques<sup>5</sup>**

*Art. 4, renvoi entre parenthèses et al. 1, let. a*

(art. 1a, 1b, al. 1, et 3c, al. 1, let. b, LB)

<sup>1</sup> Est actif dans le domaine financier, quiconque:

- a. fournit pour compte propre ou à titre d'intermédiaire des services destinés à des opérations financières, en particulier pratique pour lui-même ou pour des tiers les opérations de crédit ou de dépôt, le négoce des valeurs mobilières, les opérations de placement de capitaux ou la gestion de fortune ou accepte des cryptoactifs visés à l'art. 5a.

*Art. 5a* Cryptoactifs

(art. 1b, al. 1, LB)

<sup>1</sup> Sont réputés cryptoactifs au sens de l'art. 1b, al. 1, LB, les actifs visés à l'art. 16, ch. 1<sup>bis</sup>, let. b, LB qui sont utilisés dans une large mesure, effectivement ou selon l'intention de l'organisateur ou de l'émetteur, comme moyens de paiement pour

<sup>4</sup> RS 950.11

<sup>5</sup> RS 952.02

l'acquisition de marchandises ou de services ou qui servent à la transmission de fonds ou de valeurs.

<sup>2</sup> Ne sont pas réputés cryptoactifs au sens de l'al. 1 les actifs qui sont comptabilisés comme soldes en compte de clients auprès de négociants en valeurs mobilières ou en métaux précieux, de gérants de fortune, de systèmes de négociation fondés sur la TRD au sens de l'art. 73a de la loi du 19 juin 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)<sup>6</sup> ou d'entreprises analogues et qui servent uniquement à exécuter des opérations de clients si:

- a. aucun intérêt n'est versé sur les comptes, et
- b. pour autant qu'il ne s'agisse pas de comptes clients de négociants en valeurs mobilières: l'exécution a lieu dans un délai de 60 jours.

*Art. 6, al. 1 et al. 2*

<sup>1</sup> Celui qui, sur une longue période, accepte plus de 20 dépôts du public ou cryptoactifs visés à l'art. 5a ou fait appel au public pour les obtenir, même s'il obtient par la suite moins de 20 dépôts du public ou cryptoactifs, agit à titre professionnel au sens de la LB.

<sup>2</sup> Celui qui, sur une longue période, accepte plus de 20 dépôts du public ou cryptoactifs visés à l'art. 5a ou fait appel au public pour les obtenir n'agit pas à titre professionnel au sens de la LB:

- a. s'il accepte des dépôts du public ou des cryptoactifs visés à l'art. 5a d'un montant total de 1 million de francs au maximum;

*Art. 7*                      **Publicité**

(art. 1, al. 2, 6a, al. 3, LB)

Celui qui a l'interdiction d'accepter des dépôts du public ou des cryptoactifs visés à l'art. 5a à titre professionnel ne peut, de quelque manière que ce soit, faire de la publicité à cet effet.

*Art. 7a, al. 1, let. b*

<sup>1</sup> Les personnes visées à l'art. 1b LB donnent à leurs clients des informations en la forme écrite ou sous toute autre forme permettant d'en établir la preuve par un texte:

- b. sur le fait que les dépôts du public ou les cryptoactifs visés à l'art. 5a ne sont pas couverts par la garantie des dépôts visée à la section 13 de la LB.

*Art. 7b* Représentations  
(art. 2 LB)

La représentation d'une banque étrangère qui fournit des services financiers visés à l'art. 3, let. c, de la loi fédérale du 15 juin 2018 sur les services financiers (LSFin)<sup>7</sup> doit:

- a. respecter les dispositions de la LSFin;
- b. inscrire ses conseillers à la clientèle qui fournissent des services financiers aux clients privés dans le registre des conseillers prévu à l'art. 28 LSFin.

*Art. 14f, titre, al. 1, let. a et b, et 4*

Garde des dépôts du public et des cryptoactifs

<sup>1</sup> Les personnes visées à l'art. 1b LB doivent:

- a. garder séparément de leurs fonds propres les dépôts du public et les cryptoactifs visés à l'art. 5a qu'elles ont acceptés, ou
- b. comptabiliser dans leurs livres ces dépôts et ces cryptoactifs de manière à ce qu'ils puissent être présentés en tout temps séparément de leurs fonds propres; dans ce cas, elles doivent se soumettre à un contrôle ordinaire au sens de l'art. 727 CO.

<sup>4</sup> Les cryptoactifs doivent être gardés sous la forme dans laquelle ils ont été acceptés.

*Art. 17a, al. 1*

<sup>1</sup> Le capital minimum des personnes visées à l'art. 1b LB s'élève à 3 % des dépôts du public au sens de l'art. 5 et des cryptoactifs visés à l'art. 5a que celles-ci acceptent, mais au moins à 300 000 francs. Il doit être entièrement libéré et maintenu en permanence. Il ne doit pas être prêté aux détenteurs de participations qualifiées ou aux personnes physiques ou morales qui leur sont proches, ni être investi dans des participations que ces détenteurs ou personnes détiennent à titre majoritaire.

#### **4. Ordonnance du 6 novembre 2019 sur les établissements financiers<sup>8</sup>**

*Remplacement d'une expression*

*Aux art. 74 et 75, l'expression «plate-forme de négociation» est remplacée par «plate-forme de négociation ou système de négociation fondé sur la TRD», en procédant aux ajustements grammaticaux nécessaires.*

<sup>7</sup> RS 950.1  
<sup>8</sup> RS 954.11

*Art. 24, al. 1*

<sup>1</sup> Le gestionnaire de fortune veille à ce que les valeurs patrimoniales qui lui sont confiées soient conservées séparément pour chaque client auprès d'une banque au sens de la LB<sup>9</sup>, d'une maison de titres au sens de la LEFin, d'un système de négociation fondé sur la TRD au sens de la LIMF<sup>10</sup> ou d'une autre institution soumise à une surveillance équivalente à celle exercée en Suisse.

*Art. 70a* Fonds propres pris en compte

<sup>1</sup> Les maisons de titres peuvent imputer sur les fonds propres visés à l'art. 70, al. 1 à 3:

- a. le capital social libéré et, pour les sociétés de personnes, les autres instruments de capital;
- b. les réserves apparentes;
- c. le bénéfice reporté;
- d. le bénéfice trimestriel;
- e. les emprunts subordonnés qui ne sont remboursables qu'avec l'accord de la FINMA.

<sup>2</sup> Les fonds visés à l'al. 1, let. a à c, peuvent être entièrement pris en compte.

<sup>3</sup> Le bénéfice trimestriel visé à l'al. 1, let. d, peut être pris en compte à 70 %, après déduction de la part prévisible des bénéfices distribués, dans la mesure où un compte de résultat complet au sens des dispositions d'exécution de la FINMA fondées sur l'art. 42 OB<sup>11</sup> ou au sens d'un standard international reconnu par la FINMA est disponible, même s'il n'a pas été soumis à une revue succincte. La FINMA peut exiger une attestation dans des cas justifiés.

<sup>4</sup> Les emprunts subordonnés visés à l'al. 1, let. e, ne sont imputables qu'à raison de 40 % du montant des fonds propres entièrement imputables selon l'al. 1, let. a à d, et l'al. 5 qui excède 1,5 million de francs.

<sup>5</sup> Doivent être intégralement déduits des fonds propres visés à l'al. 1, let. a à d:

- a. la perte reportée et la perte de l'exercice en cours;
- b. la valeur d'éventuelles participations dans le cadre du calcul par établissement;
- c. le *goodwill*, y compris celui qui a le cas échéant été pris en compte dans l'évaluation des participations importantes dans des entreprises du secteur financier hors du périmètre de consolidation, et les valeurs immatérielles;
- d. les créances fiscales latentes (*deferred tax assets*, DTA) dont la réalisation dépend de la rentabilité future, une compensation avec des engagements

<sup>9</sup> RS 952.0

<sup>10</sup> RS 958.1

<sup>11</sup> RS 952.02

fiscaux latents correspondants n'étant autorisée que dans le cadre de la même compétence fiscale géographique et matérielle.

*Art. 82*

La représentation d'un établissement financier étranger qui fournit des services financiers visés à l'art. 3, let. c, LSF<sup>12</sup> doit:

- a. respecter les dispositions de la LSF<sup>12</sup>;
- b. inscrire ses conseillers à la clientèle qui fournissent des services financiers aux clients privés dans le registre des conseillers prévu à l'art. 28 LSF<sup>12</sup>.

## **5. Ordonnance du 11 novembre 2015 sur le blanchiment d'argent<sup>13</sup>**

*Art. 4, al. 1 et 1<sup>bis</sup>*

<sup>1</sup> Il y a service dans le domaine du trafic des paiements au sens de l'art. 2, al. 3, let. b, LBA notamment lorsque l'intermédiaire financier:

- a. sur mandat de son cocontractant, transfère des valeurs financières liquides à un tiers et prend lui-même physiquement possession de ces valeurs, les fait créditer sur son propre compte ou ordonne un virement au nom et sur ordre du cocontractant;
- b. permet le transfert de monnaies virtuelles à un tiers pour autant qu'il entretienne une relation d'affaires durable avec le cocontractant et ne fournisse pas le service exclusivement à des intermédiaires financiers;
- c. émet ou gère des moyens de paiement non liquides dont le cocontractant se sert pour payer des tiers;
- d. opère des transmissions de fonds ou de valeurs.

<sup>1<sup>bis</sup></sup> Font notamment partie des moyens de paiement non liquides:

- a. les cartes de crédit;
- b. les chèques de voyage;
- e. les monnaies virtuelles qui sont utilisées effectivement ou selon l'intention de l'organisateur ou de l'émetteur comme moyens de paiement pour l'acquisition de marchandises ou de services ou qui servent à la transmission de fonds ou de valeurs.

<sup>12</sup> RS 950.1

<sup>13</sup> RS 955.01



## 6. Ordonnance du 15 octobre 2008 sur les émoluments et les taxes de la FINMA<sup>14</sup>

### *Art. 3, al. 1, let. a<sup>quater</sup>*

<sup>1</sup> Dans la mesure du possible, la FINMA impute ses coûts directement aux domaines de surveillance suivants:

- a<sup>quater</sup> domaine des plates-formes de négociation et des systèmes de négociation fondés sur la TRD (art. 15, al. 2, let. a<sup>ter</sup>, LFINMA);

### *Art. 19a, al. 1, let. f et g*

<sup>1</sup> La taxe de base annuelle à acquitter par les infrastructures des marchés financiers s'élève à:

- f. pour les systèmes de négociation fondés sur la TRD qui ne fournissent pas de services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF:
  - 1. 300 000 francs par système de négociation fondé sur la TRD dont le total du bilan excède 50 millions de francs,
  - 2. 100 000 francs par système de négociation fondé sur la TRD dont le total du bilan se situe entre 25 et 50 millions de francs,
  - 3. 15 000 francs par système de négociation fondé sur la TRD dont le total du bilan est inférieur à 25 millions de francs;
- g. pour les systèmes de négociation fondés sur la TRD qui fournissent des services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF:
  - 1. 550 000 francs par système de négociation fondé sur la TRD dont le total du bilan excède 50 millions de francs,
  - 2. 225 000 francs par système de négociation fondé sur la TRD dont le total du bilan se situe entre 25 et 50 millions de francs,
  - 3. 100 000 francs par système de négociation fondé sur la TRD dont le total du bilan est inférieur à 25 millions de francs;

<sup>2</sup> Pour les petits systèmes de négociation fondés sur la TRD visés à l'art. 58k de l'ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>15</sup>, la taxe de base annuelle s'élève à:

- a. 7500 francs s'ils ne fournissent pas de services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF;
- b. 50 000 francs s'ils fournissent des services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF.

<sup>14</sup> RS 956.122

<sup>15</sup> RS 958.11

## 7. Ordonnance du 25 novembre 2015 sur l'infrastructure des marchés financiers<sup>16</sup>

### *Art. 2, al. 1*

<sup>1</sup> On entend par valeurs mobilières standardisées et susceptibles d'être diffusées en grand nombre sur le marché les papiers-valeurs, les droits-valeurs – en particulier les droits-valeurs simples au sens de l'art. 973c du code des obligations (CO)<sup>17</sup> et les droits-valeurs inscrits au sens de l'art. 973d CO –, les dérivés et les titres intermédiés qui sont structurés et fractionnés de la même façon et offerts au public ou qui sont vendus à plus de 20 clients, pour autant que ces valeurs ne soient pas créées spécialement pour certaines contreparties.

### *Art. 12, al. 2, let. f et g*

<sup>2</sup> Sont notamment considérés comme essentiels les services suivants:

- f. dans les systèmes de négociation fondés sur la TRD qui ne fournissent pas de services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF:
  - 1. toutes les activités destinées à garantir une négociation équitable, efficace et ordonnée,
  - 2. l'exploitation de systèmes de *matching* et de distribution de données du marché;
- g. dans les systèmes de négociation fondés sur la TRD qui fournissent également des services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF:
  - 1. la conservation centralisée de valeurs mobilières fondées sur la TRD ou la compensation et le règlement d'opérations sur valeurs mobilières fondées sur la TRD,
  - 2. la comptabilisation initiale de valeurs mobilières fondées sur la TRD sur un compte de titres,
  - 3. la réconciliation de portefeuilles.

### *Art. 13, al. 1, let. a, f et g, et 1<sup>bis</sup>*

<sup>1</sup> Le capital minimal est fixé comme suit:

- a. plates-formes de négociation: 1 million de francs;
- f. systèmes de négociation fondés sur la TRD qui ne fournissent pas de services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF: 1 million de francs;
- g. systèmes de négociation fondés sur la TRD qui fournissent des services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF: 5 millions de francs.

<sup>1bis</sup> Dans des cas justifiés, la FINMA peut définir un montant minimal jusqu'à 50 % supérieur pour les plates-formes de négociation visées à l'al. 1, let. a, et les systèmes de négociation fondés sur la TRD visés à l'al. 1, let. f et g.

<sup>16</sup> RS 958.11

<sup>17</sup> RS 220

*Art. 24, al. 2 et 2<sup>bis</sup>*

<sup>2</sup> Les organes chargés des tâches de régulation de la plate-forme de négociation doivent être indépendants de la direction de la plate-forme de négociation et majoritairement indépendants des participants et des émetteurs sur les plans de l'organisation et du personnel. Ils sont dotés de ressources financières, humaines et organisationnelles suffisantes.

<sup>2bis</sup> Les organes chargés des tâches de surveillance de la plate-forme de négociation doivent être indépendants de la direction de la plate-forme de négociation, des participants et des émetteurs sur les plans de l'organisation et du personnel. Ils sont dotés de ressources financières, humaines et organisationnelles suffisantes.

*Titre suivant l'art. 58***Chapitre 4a Systèmes de négociation fondés sur la TRD****Section 1 Définitions**

*Art. 58a* Négociation multilatérale et règles non discrétionnaires  
(art. 73a, al. 1, LIMF)

Les définitions de «négociation multilatérale» et de «règles non discrétionnaires» figurant dans les art. 22 et 23 s'appliquent par analogie aux systèmes de négociation fondés sur la TRD.

*Art. 58b* Exercice d'une activité à titre professionnel  
(art. 73a, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> Un système de négociation fondé sur la TRD exerce son activité à titre professionnel s'il:

- a. réalise un produit brut de plus de 50 000 francs durant une année civile;
- b. entretient des relations d'affaires ne se limitant pas à une activité unique avec plus de 20 participants visés à l'art. 73c, al. 1, let. e, LIMF ou avec au moins un participant visé à l'art. 73c, al. 1, let. a à d, LIMF pendant une année civile, ou
- c. a un pouvoir de disposition d'une durée illimitée sur des valeurs mobilières fondées sur la TRD appartenant à des tiers dont le montant dépasse 5 millions de francs à un moment donné.

<sup>2</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD doit annoncer dans les dix jours à la FINMA le dépassement d'un des seuils mentionnés à l'al. 1 et lui présenter dans les 60 jours une demande d'autorisation conformément aux dispositions de la LIMF.

<sup>3</sup> Si le but de protection de la LIMF l'exige, la FINMA peut interdire au demandeur d'exercer des activités réservées à un système de négociation fondé sur la TRD jusqu'à ce qu'elle ait rendu sa décision.

## Section 2 Exigences

*Art. 58c* Applicabilité de certaines exigences imposées aux plates-formes de négociation  
(art. 73b LIMF)

<sup>1</sup> Sauf disposition contraire de la présente section, les art. 24 à 32 et 35 s'appliquent par analogie aux systèmes de négociation fondés sur la TRD.

<sup>2</sup> Au lieu de la possibilité d'annuler, de modifier ou de corriger toute opération dans des cas exceptionnels énoncée à l'art. 30, al. 2, let. f, il est requis qu'un système de négociation fondé sur la TRD dispose d'un mécanisme ayant un effet économiquement comparable.

*Art. 58d* Obligation d'enregistrer et obligation de déclarer  
(art. 73c, al. 3, LIMF)

<sup>1</sup> Les participants visés à l'art. 73c, al. 1, let. e, LIMF ne sont pas soumis à l'obligation d'enregistrer fixée à l'art. 38 LIMF et à l'obligation de déclarer fixée à l'art. 39 LIMF.

<sup>2</sup> Pour les autres participants, les art. 36 et 37 OIMF s'appliquent par analogie.

*Art. 58e* Admission, obligations et exclusion des participants  
(art. 73c, al. 4 et 5, LIMF)

<sup>1</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD détermine dans le règlement visé à l'art. 73c, al. 5, LIMF s'il admet des participants visés à l'art. 73c, al. 1, let. e, LIMF et, si oui, lesquels.

<sup>2</sup> L'accès non discriminatoire visé à l'art. 18 LIMF ne doit pas être impérativement accordé aux participants visés à l'art. 73c, al. 1, let. e, LIMF.

*Art. 58f* Admission de valeurs mobilières fondées sur la TRD et d'autres valeurs patrimoniales  
(art. 73d LIMF)

<sup>1</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD fixe dans le règlement visé à l'art. 73d LIMF les valeurs mobilières fondées sur la TRD et les autres valeurs patrimoniales admises aux services qu'il propose. Il peut désigner dans le règlement chacune de ces valeurs ou les définir selon leur genre et leur fonction.

<sup>2</sup> Ne peuvent pas être admis:

- a. les dérivés conçus comme des valeurs mobilières fondées sur la TRD;
- b. les valeurs mobilières fondées sur la TRD et les autres valeurs patrimoniales qui pourraient compliquer notablement la mise en œuvre des exigences de la loi du 10 octobre 1997 sur le blanchiment d'argent<sup>18</sup> – en particulier les *privacy coins* – ou porter atteinte à la stabilité et à l'intégrité du système financier.

<sup>18</sup> RS 955.0

<sup>3</sup> La FINMA peut préciser les valeurs mobilières fondées sur la TRD et les valeurs patrimoniales visées à l'al. 2, let. b.

<sup>4</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD prévoit dans son règlement des procédures de retrait de l'admission des valeurs mobilières fondées sur la TRD et d'autres valeurs patrimoniales.

<sup>5</sup> Les exigences fixées à l'art. 34, al. 1 et 3, sont applicables par analogie.

*Art. 58g* Déclarations concernant certaines valeurs mobilières fondées sur la TRD

(art. 73d LIMF)

<sup>1</sup> Si les valeurs mobilières fondées sur la TRD admises auprès d'un système de négociation fondé sur la TRD se réfèrent à des valeurs mobilières admises également à la négociation sur une plate-forme de négociation suisse, le système de négociation fondé sur la TRD déclare gratuitement toutes les transactions sur ces valeurs mobilières fondées sur la TRD à la plate-forme de négociation concernée.

<sup>2</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD surveille toutes les transactions sur les valeurs mobilières admises qui ont été effectuées sur ses systèmes et met gratuitement ces données à la disposition de tous les systèmes de négociation autorisés fondés sur la TRD.

<sup>3</sup> Les plates-formes de négociation et les systèmes de négociation fondés sur la TRD utilisent ces données exclusivement pour l'accomplissement de leurs tâches dans le domaine de la surveillance de la négociation.

<sup>4</sup> La FINMA peut régler les détails de ces déclarations.

*Art. 58h* Exigences minimales imposées à certaines valeurs mobilières fondées sur la TRD

(art. 73d, al. 3, LIMF)

<sup>1</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD peut admettre des valeurs mobilières fondées sur la TRD si le registre électronique distribué répond au moins aux exigences définies à l'art. 973d, al. 2, CO.

<sup>2</sup> S'il n'exploite pas lui-même le registre électronique distribué, le système de négociation fondé sur la TRD concerné vérifie que celui-ci respecte les exigences fixées à l'al. 1 avant l'admission des valeurs mobilières fondées sur la TRD correspondantes; il effectue ensuite cette vérification régulièrement, mais au moins une fois par an.

<sup>3</sup> Il informe ses participants des vérifications effectuées et de leurs résultats.

*Art. 58i* Obligations d'informer

(art. 73e, al. 1, LIMF)

<sup>1</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD met le cas échéant à la disposition de ses participants visés à l'art. 73c, al. 1, let. e, LIMF le prospectus ou la feuille d'information de base pour toute valeur mobilière fondée sur la TRD qu'il admet.

<sup>2</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD ayant des participants visés à l'art. 73c, al. 1, let. e, LIMF publie en outre immédiatement des informations concernant les transactions sur d'autres valeurs patrimoniales effectuées sur le système de négociation fondé sur la TRD, notamment le prix, le volume et le moment des transactions.

<sup>3</sup> Il informe ces participants des aspects ci-après du registre électronique distribué des valeurs mobilières fondées sur la TRD concernées:

- a. sa gouvernance, et
- b. ses risques techniques, notamment les risques de perte.

*Art. 58j*           Autres exigences concernant les services dans le domaine de la conservation centralisée, de la compensation ou du règlement  
(art. 73e, al. 2, LIMF)

<sup>1</sup> Sauf disposition contraire de la présente section, les exigences fixées aux art. 62 à 73 LIMF et 52 à 58 OIMF s'appliquent par analogie aux systèmes de négociation fondés sur la TRD qui fournissent des services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF.

<sup>2</sup> La ségrégation visée à l'art. 69 LIMF peut être opérée dans le registre électronique distribué dans lequel sont inscrites les valeurs mobilières fondées sur la TRD ou dans les systèmes du système de négociation fondé sur la TRD.

<sup>3</sup> Un système de négociation fondé sur la TRD peut permettre de respecter les obligations de paiement d'une autre manière que celle qui est définie à l'art. 65, al. 1, LIMF s'il fait appel à cet effet à un établissement surveillé par la FINMA.

<sup>4</sup> Pour un système de négociation fondé sur la TRD, les cryptoactifs sont également réputés liquidités en devises selon l'art. 67, al. 1, LIMF pour autant que l'obligation de paiement doive être exécutée dans la même monnaie virtuelle.

<sup>5</sup> En dérogation à l'art. 52, le système de négociation fondé sur la TRD n'a pas l'obligation d'instituer un comité d'utilisateurs.

*Art. 58k*           Petits systèmes de négociation fondé sur la TRD  
(art. 73f LIMF)

<sup>1</sup> Un système de négociation fondé sur la TRD est considéré comme petit s'il remplit les critères suivants:

- a. son volume de négociation de valeurs mobilières fondées sur la TRD est inférieur à 250 millions de francs par an;
- b. le volume de valeurs mobilières fondées sur la TRD qu'il conserve est inférieur à 100 millions de francs;
- c. son volume de règlement pour des valeurs mobilières fondées sur la TRD comprend des transactions d'une valeur inférieure à 250 millions de francs par an.

<sup>2</sup> Le système de négociation fondé sur la TRD doit annoncer dans les dix jours à la FINMA le dépassement de l'un des seuils mentionnés à l'al. 1. Il doit lui présenter

dans les 90 jours une demande d'autorisation conformément aux dispositions de la LIMF.

<sup>3</sup> Un système de négociation fondé sur la TRD n'est plus considéré comme petit 90 jours après la date du dépassement de l'un des seuils fixés à l'al. 1. Une fois la demande d'autorisation déposée, il peut cependant continuer à bénéficier des allègements prévus à l'art. 58l jusqu'à ce que la FINMA rende sa décision. Si le but de protection de la LIMF l'exige, la FINMA peut interdire au système de négociation fondé sur la TRD d'accepter d'autres participants jusqu'à ce qu'elle ait statué sur sa demande d'autorisation.

<sup>4</sup> Les petits systèmes de négociation fondés sur la TRD ne sont pas autorisés à octroyer des crédits.

*Art. 58l* Allègements pour les petits systèmes de négociation fondés sur la TRD  
(art. 73f LIMF)

<sup>1</sup> En dérogation à la LIMF, les allègements suivants s'appliquent aux petits systèmes de négociation fondés sur la TRD:

- a. la majorité des membres des organes responsables de la haute direction, de la surveillance et du contrôle ne doivent pas faire partie de l'organe responsable de la gestion (art. 8, al. 2, 2<sup>e</sup> phrase, LIMF);
- b. lorsque la fourniture de services auxiliaires non soumis à autorisation ou à approbation en vertu des lois sur les marchés financiers augmente les risques d'un système de négociation fondé sur la TRD, la FINMA peut exiger la mise en place de mesures organisationnelles (art. 10, al. 3, LIMF);
- c. si le système de négociation fondé sur la TRD exploite également un système organisé de négociation (art. 43 LIMF), la FINMA peut exiger des fonds propres supplémentaires et des liquidités suffisantes;
- d. les exigences relatives à la continuité des activités peuvent aussi être remplies par la reprise de l'exploitation du système de négociation fondé sur la TRD par un autre titulaire d'autorisation en cas de perturbation (art. 13, al. 1, LIMF);
- e. les tâches de régulation déléguées au système de négociation fondé sur la TRD peuvent aussi être assumées par des organes non indépendants (art. 27, al. 2, LIMF);
- f. une instance de recours indépendante n'est pas requise (art. 37 LIMF).

<sup>2</sup> En outre, en dérogation à la LIMF, les allègements suivants s'appliquent aux petits systèmes de négociation fondés sur la TRD qui fournissent des services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF:

- a. les exigences en matière de fonds propres ne sont pas applicables (art. 66 LIMF);
- b. les exigences en matière de liquidités ne sont pas applicables (art. 67 LIMF).

<sup>3</sup> En dérogation à l'OIMF, les allègements suivants s'appliquent aux petits systèmes de négociation fondés sur la TRD:

- a. une révision interne n'est pas requise (art. 8, al. 1, let. c, OIMF);
- b. la stratégie et l'analyse d'impact sur l'activité visées à l'art. 14 OIMF peuvent prévoir que l'exploitation du système de négociation fondé sur la TRD est déléguée à un tiers.

*Art. 58m* Obligation d'information des petits systèmes de négociation fondés sur la TRD  
(art. 73f LIMF)

Avant l'établissement d'une relation d'affaires, les petits systèmes de négociation fondés sur la TRD informent leurs clients, en la forme écrite ou sous toute autre forme permettant d'en établir la preuve par un texte, des allègements spécifiques dont ils bénéficient en vertu de la présente disposition.

*Art. 58n* Capital minimal des petits systèmes de négociation fondés sur la TRD  
(art. 73f LIMF)

Pour les petits systèmes de négociation fondés sur la TRD, le capital minimal est de:

- a. 500 000 francs s'ils ne fournissent pas de services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF;
- b. 5 % des valeurs mobilières fondées sur la TRD qu'ils conservent, mais au moins 500 000 francs s'ils fournissent des services visés à l'art. 73a, al. 1, let. b ou c, LIMF.

*Art. 126, phrase introductive et let. d*

Les opérations sur valeurs mobilières qui visent à stabiliser le cours d'une valeur mobilière dont la négociation est autorisée auprès d'une bourse suisse ou d'un système de négociation suisse fondé sur la TRD et qui sont soumises aux art. 142, al. 1, let. a, et 143, al. 1, LIMF sont autorisées:

- d. si elles sont annoncées à la bourse ou au système de négociation fondé sur la TRD au plus tard le cinquième jour de bourse suivant leur exécution et publiées par l'émetteur au plus tard le cinquième jour de bourse suivant l'échéance du délai indiqué à la let. a, et

*Art. 131, al. 5<sup>bis</sup>*

L'obligation d'échanger des garanties s'applique à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour les opérations sur dérivés de gré à gré qui ne sont pas compensées par une contrepartie centrale et qui correspondent à des options sur actions, à des options sur indices ou à d'autres dérivés sur actions similaires, tels les dérivés sur paniers d'actions.



II

La présente ordonnance entre en vigueur le ...

...

Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, [...]  
Le chancelier de la Confédération, Walter  
Thurnherr

Consultation